



UNION EUROPEENNE  
FEADER

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

CONSEIL REGIONAL  
NOUVELLE-AQUITAINE



AGENCE DE L'EAU  
ADOUR GARONNE

AGENCE DE L'EAU  
LOIRE BRETAGNE

## Demande de subvention PLAN VEGETAL ENVIRONNEMENT

PDR FEADER Aquitaine (4.1.7), Limousin (0415) Poitou-Charentes (4.1.3)

Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles

**AAP 2018-2019 Version 1.1 du 14 décembre 2018**

Version V1.1 du 14/12/2018 : Prise en compte du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement : ajout de l'encart page 4 du présent document concernant la date prévisionnelle de fin de travaux.

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Où faire parvenir votre dossier ?	Veuillez transmettre l'original ainsi que l'ensemble des justificatifs au DDT/DDTM du département du siège de votre exploitation. Cachet de la poste ou tampon du service instructeur en cas de remise en main propre faisant foi. Veuillez également en conserver un exemplaire.
Contact en cas de besoin d'assistance	Votre DDT/DDTM, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Périodes d'appel à projets / candidatures	- période 1 : 1 <sup>er</sup> Octobre 2018 au 30 Novembre 2018 - période 2 : 1 <sup>er</sup> Décembre 2018 au 31 janvier 2019 - période 3 : 1 <sup>er</sup> Février 2019 au 31 Mars 2019

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.**

### **IMPORTANT**

***Le formulaire de demande d'aide (fichier word) ne doit en aucun cas être modifié par le bénéficiaire. Toutes modifications ou suppressions de paragraphes pourront entraîner l'irrecevabilité de la demande.***

### **ATTENTION :**

- Les travaux/investissements démarrés avant la date de réception du dossier ne pourront pas être financés. Un devis signé, un bon de commande, une facture émise ou payée sont considérés comme un commencement de travaux (hors honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs et de consultants, dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), études de faisabilité)
- L'accusé réception du dossier (complet ou non) ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

### **Cadre réservé à l'administration**

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_

Date de réception : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Date de complétude : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

A quel Programme de Développement Rural (PDR) se rattache la demande ?

- ☐ PDR Aquitaine, type d'opération 4.1.7  
☐ PDR Limousin, type d'opération 4.1.5  
☐ PDR Poitou-Charentes, type d'opération 4.1.3

---

---

---

---

Nom du (des) diagnostiqueur(s) ayant accompagné le projet :

[illegible]☐ Autre : (préciser)

E-mail :

☐ Autre, veuillez préciser :

2. Etes-vous installé depuis moins de 5 ans ? ☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation

3. Si vous êtes installé depuis moins de 5 ans sans DJA, date d'installation figurant sur votre attestation MSA (1ère date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation) : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

4. Bénéficiez-vous de la DJA ? ☐ oui ☐ non

Si oui : - date de conformité de l'installation (CJA) : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : ☐ oui ☐ non

#### POUR LES PERSONNES MORALES

Nombre d'associés - exploitants : |\_\_|\_\_|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	Civilité	N° SIRET	N° PACAGE	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire de la DJA			Si installé depuis moins de 5 ans DJA
							Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	% de parts dans la société	Date installation MSA
				__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
				__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
				__/__/__	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__

#### A REMPLIR SEULEMENT POUR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS :

Etes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (Ordonnance du 23 juillet 2015) ? ☐ oui ☐ non

➤ Si oui, joindre le formulaire d'engagement sur la commande publique

## 2- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

Localisation du siège de l'exploitation : ☐ Identique à la localisation du demandeur

Si non, veuillez préciser :

N° - Libellé de la voie : \_\_\_\_\_

Complément d'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| Commune : \_\_\_\_\_

#### a. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

- Zone sous contrat Eau qualité des Agences de l'Eau (cf. annexe 2 de l'Appel à Projets / candidatures)

☐ oui ☐ non

- Si oui, indiquez le nom : \_\_\_\_\_

- Est-ce un territoire Re-Sources ?

☐ oui ☐ non

- Si oui, indiquez le nom : \_\_\_\_\_

#### b. Atelier(s) sur l'exploitation :

☐ Elevage :

- ☐ Palmipèdes gras
- ☐ Volailles de chair
- ☐ Bovins lait
- ☐ Bovins viande
- ☐ Caprin viande
- ☐ Caprin lait
- ☐ Ovin viande

- ☐ Equin/Asin
- ☐ Porcin
- ☐ Veaux de boucherie
- ☐ Hélicicole
- ☐ Gibier d'élevage (hors avicole)

- ☐ Ovin lait  
☐ Autres (précisez) : \_\_\_\_\_
- ☐ Végétal :  
☐ Viticulture  
☐ Grandes cultures  
☐ Horticulture et pépinières  
☐ Autres (précisez) : \_\_\_\_\_
- ☐ Prairies  
☐ Arboriculture  
☐ Maraîchage

### 3 - IDENTIFICATION DU PROJET

**Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :**

*S'il s'agit d'un matériel mobile, indiquez le siège d'exploitation.*

☐ Identique à la localisation du demandeur

N° - Libellé de la voie : \_\_\_\_\_

Complément d'adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Commune : \_\_\_\_\_

- S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ?

☐ oui ☐ non  
☐ oui ☐ non

➤ Si non, avez-vous l'accord du propriétaire (à fournir le cas échéant)?

**- Période prévisionnelle de réalisation du projet :**

du |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_| au |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|\_|

**ATTENTION :**

**La date prévisionnelle de fin de travaux sera inscrite dans la décision juridique attributive de l'aide** si votre dossier reçoit un avis favorable.

Or, c'est cette date qui détermine le déclenchement d'un délai de douze mois pour l'envoi de votre déclaration de fin d'achèvement de l'opération et l'envoi de votre demande de solde (qui comprend un décompte final des dépenses effectuées ainsi que la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs).

**En l'absence de réception de ces documents par le service instructeur au terme de la période de douze mois, qui court à partir de la date prévisionnelle de fin d'opération, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire.**

**C'est pourquoi, il est nécessaire d'évaluer avec rigueur le délai dans lequel vous envisagez de réaliser votre opération et sa date d'achèvement car c'est elle qui conditionne la date limite de demande de paiement.**

Enfin, votre dernière demande de paiement doit être envoyée au service instructeur **au plus tard le 30 juin 2023** car au-delà de cette date aucun nouveau paiement ne sera traité dans le cadre du programme 2014-2020.

**DESCRIPTION DETAILLEE ET INTERET DU PROJET** (ou rédigez une note explicative à joindre à la demande)

**FILIERE(S) D'INVESTISSEMENTS CONCERNEE(S) PAR VOTRE PROJET**

- ☐ Viticulture  
☐ Grandes cultures  
☐ Arboriculture  
☐ Horticulture et pépinières  
☐ Maraîchage  
☐ Prairies  
☐ Autres : \_\_\_\_\_

**CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS CONCERNEES PAR VOTRE PROJET :**

- les infrastructures des traitements des effluents de pesticides ☐  
- la réduction des pollutions par les produits phytosanitaires ☐  
- la réduction des pollutions par les fertilisants ☐  
- la réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau ☐

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

**Périodicité de l'aide :**

L'exploitation a déjà bénéficié d'une aide au titre du Pan Végétal Environnement depuis le 01/01/2017 :

☐ oui ☐ non

➤ Si oui, la demande de solde de l'aide de ce dossier a-t-elle été déposée auprès de la DDT(M) :

☐ oui ☐ non

#### 4- INDICATEURS NATIONAUX : A REMPLIR OBLIGATOIREMENT

1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?

☐ oui avec DJA ☐ oui sans DJA ☐ non

2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?

☐ oui ☐ non

3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement

☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement

☐ non

4. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou 3 (HVE) ?

☐ oui, niveau 2 / Précisez : \_\_\_\_\_

☐ oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)

☐ non

5. L'exploitation produit-elle sous SIQO ?

☐ oui, label rouge / Production : \_\_\_\_\_

☐ oui, IGP / Production : \_\_\_\_\_

☐ oui, AOP / Production : \_\_\_\_\_

☐ oui, autre / Production : \_\_\_\_\_

☐ non, aucune production sous SIQO

6. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

☐ oui, en cours de contractualisation

☐ oui, exploitation engagée

☐ non

7. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

8. Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU : \_\_\_\_\_ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :

☐ soumise au Règlement Sanitaire Départemental

☐ soumise déclaration ICPE

☐ soumise enregistrement ICPE

☐ soumise autorisation ICPE

9. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

10. Votre projet permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

☐ oui

☐ non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?

☐ 0.5 ☐ 1 ☐ 1.5 ☐ 2 ☐ plus de 2

## 5 – CRITERES DE SELECTION

Critères de sélection	Conditions au dépôt de la demande d'aide	Justification	Justificatif joint	Nombre points	Réservé DDT(M)
<b>Exploitation engagée en agriculture biologique (ou en conversion) ou certifiée Haute Valeur Environnementale (HVE, niveau 3)</b>	- Projet porté par une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'ensemble de l'atelier sur lequel porte plus de 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide - Projet porté par une exploitation engagée dans une certification environnementale de niveau 3 (Haute Valeur Environnementale, HVE) au moment de la demande d'aide	Certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion sur l'atelier concerné OU Certification environnementale de niveau 3 (HVE) (ou attestation d'engagement en annexe 2 dûment complétée et signée )	<input type="checkbox"/> oui	<b>150</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Investissements dans du matériel identifié comme 'phyto priorité 1'</b>	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée hors frais généraux concerne du matériel 'phyto priorité 1' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	<b>130</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Engagement un collectif engagé dans l'agro-écologie et reconnu, au choix :</b>	1- Projet soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide, sous réserve que le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE, au moment de la demande d'aide 2- Projet porté par une exploitation reconnue comme ferme des 30 000 ou ferme DEPHY (plan écophyto) au moment de la demande d'aide	1- arrêté préfectoral de création du GIEE/adhésion 2- Etre répertorié sur la liste fournie par la DRAAF recensant les fermes DEPHY et les fermes des 30 000 (suite aux appels à projets spécifiques)	<input type="checkbox"/> oui	<b>60</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Exploitation en gagée dans une certification environnementale de niveau 2</b>	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 sur l'ensemble des ateliers de son exploitation au moment de la demande d'aide	Certification environnementale de niveau 2 (ou attestation d'engagement en annexe 2 dûment complétée et signée)	<input type="checkbox"/> oui	<b>60</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Jeune agriculteur ou nouvel installé</b>	Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) au moment de la demande d'aide	attestation MSA comportant la 1 <sup>è</sup> date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation OU avis favorable de la CDOA	<input type="checkbox"/> oui	<b>40</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Réalisation d'un diagnostic d'exploitation</b>	Diagnostic d'exploitation ( <i>la durée de validité d'un diagnostic est fixée à 3 ans sous condition que l'exploitation n'ait pas fait l'objet de modifications notoires : nouvel atelier, augmentation significative de la SAU, etc.</i> ) à fournir au moment de la demande d'aide	Diagnostic réalisé par une structure compétente en agro-environnement et répondant au moins aux exigences présentées en annexe 3 de l'Appel à Projets / candidatures.	<input type="checkbox"/> oui	<b>20</b>	<input type="checkbox"/>
<b>Exploiter au moins une parcelle sur un Contrat eau qualité des agences de l'eau</b>	Exploiter au moins une parcelle sur un Contrat eau qualité des Agences de l'Eau (cf. carte annexée à l'Appel à Projets / candidatures) au moment de la demande d'aide	RPG/cartographie	<input type="checkbox"/> oui	<b>60</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Investissements dans du matériel identifié comme 'eau'</b>	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée hors frais généraux concerne du matériel 'eau' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	<b>210</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Investissements dans du matériel identifié comme 'phyto priorité 2'</b>	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée hors frais généraux concerne du matériel 'phyto priorité 2' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	<b>2</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Être engagé dans une MAEC</b>	Être engagé dans une MAEC	Dernière déclaration PAC	<input type="checkbox"/> oui	<b>1</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Périodicité de l'aide</b>	Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan végétal environnement » depuis le 1er janvier 2017			<b>130</b>	<input type="checkbox"/> oui
<b>Les critères de sélection surlignés en orange ne sont pas cumulables entre eux</b>					

CRITERES NON CUMULABLES

1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES

Veuillez numéroté chaque devis par type d’investissements (01 à 99).  
 Veuillez renseigner les dépenses matérielles et les dépenses immatérielles.

**Vérification du coût raisonnable des dépenses :**  
 - *plusieurs devis pour un même type de dépense (matériel, maçonnerie, etc.): les devis devront reprendre explicitement les formulations présentes dans la liste de matériels éligibles jointe à l’Appel à Projets / Condidatures*  
 . 1 devis pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT  
 . 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT \*  
 . 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000€ HT \*  
 Dans ce cas, veuillez spécifiez le devis retenu pour la demande de subvention parmi les 2 ou 3 devis présentés.  
 Attention pour le cas de la commande publique :  
 Pour les marchés publics en-dessous du seuil de 25 000 € : fournir 1 ou 2 devis conformément aux modalités précisées ci-dessus.  
 Pour les marchés publics égalant ou dépassant le seuil de 25 000 € : fournir les pièces du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts.  
*\* Si la dépense prévue est présente dans un référentiel existant, un seul devis vous est demandé pour une dépense entre 2 000 € HT et 90 000 € HT, et 2 devis pour une dépense supérieure à 90 000 € HT. Pour savoir si votre dépense prévue est présente dans un référentiel, veuillez contacter votre DDT(M) ou votre référent PCAE.*

Matériels enjeu Phyto P1	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration		moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) ( <i>application si nécessaire du plafond 15%</i> )	
TOTAL HT														
Matériels enjeu phyto P2	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration		moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) ( <i>application si nécessaire du plafond 15%</i> )	
TOTAL HT														
Matériels enjeu Eau	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration		moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) ( <i>application si nécessaire du plafond 15%</i> )	
TOTAL HT														
Matériels autre	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration		moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) ( <i>application si nécessaire du plafond 15%</i> )	
TOTAL HT														
Frais généraux	Nom de l'investissement (1 ligne par investissement)	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Montant retenu dans un référentiel national ou régional (montant HT)	Cadre réservé à l'administration		moyen de justification du coût raisonnable (devis, référentiel) / observations
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis		Dépense éligible retenue (HT)	Dépense raisonnable retenue (HT) ( <i>application si nécessaire du plafond 15%</i> )	
TOTAL HT														

	Montant demandé par bénéficiaire											Montant éligible retenu	Montant raisonnable retenu
Montant total (HT du projet)													



## 2. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités (Région, Agences, Départements, Etat, FEADER)	Montant en €
Montant des aides attendues au titre de la mesure « Plan Végétal Environnement »	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Montant des aides attendues hors mesure « Plan Végétal Environnement »	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Emprunt <sup>(1)</sup>	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Dépôt de garantie	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Autofinancement privé	
Autre (don, mécénat)	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _
TOTAL général = coût global du projet	_ _ _ _ _ _ _ ,  _ _ _


(1) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire ? : ☐ oui ☐ non

## 7 - LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande daté, complété et signé	<input type="checkbox"/>		
RIB comportant IBAN	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs de dépenses matérielles et immatérielles : devis détaillés <u>en quantité et en prix</u> par type de dépenses. Vérification du coût raisonnable de la dépense : - fournir 1, 2 ou 3 devis et spécifier le devis retenu <b>Le devis devra permettre d'identifier clairement le matériel en rapport avec la liste d'investissements éligibles jointe à l'Appel à Projets / candidatures.</b>	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires, le cas échéant				
Personnes physiques	Pièce d'identité (Carte Nationale d'identité ou Passeport)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant la régularité du règlement des cotisations sociales (pour les sociétés, cotisations de la société) et précisant le statut d'exploitant agricole. Pour les NI sans DJA : attestation MSA comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Dans le cas des jeunes qui s'installent sans terre agricole, l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de la première demande de paiement</i> Pour les JA : avis favorable de la CDOA (détenu par les services instructeurs)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux ( <i>le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant</i> ).		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux (aire de lavage et de remplissage des pulvérisateurs)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etablissement public	Formulaire d'engagement sur la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porteur de projet non propriétaire des terrains (aire de lavage et de remplissage des pulvérisateurs)	Autorisation du/des propriétaire(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Forme sociétaire	K-bis à jour (durée de validité = 1 an)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Extrait des statuts (pages indiquant les associés, leur qualité, la répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Association, fondation, GIEE, établissements	Exemplaire des statuts à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires en lien avec les critères de sélection				
Diagnostic environnemental	Diagnostic environnemental qui devra comprendre à minima les éléments précisés en annexe 3 de l'Appel à Projets / candidatures.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet inscrit dans le cadre d'un GIEE	arrêté préfectoral de création du GIEE/adhésion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet engagé dans une démarche de certification environnementale niveau 2 ou niveau 3 (HVE)	- Certification environnementale de niveau 2 ou 3 Ou - Attestation d'engagement dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou 3 (cf. annexe 2 du présent formulaire)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation engagée en agriculture biologique ou en conversion	Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion au moins sur l'atelier concerné par l'investissement (ou de l'attestation d'engagement délivrée par l'organisme certificateur si 1 <sup>ère</sup> année de conversion)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation engagée dans une MAEC	Demande d'engagement lors de la dernière déclaration PAC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

 **Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...**

### ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides « Plan Végétal Environnement ».

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissements.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès de la DDT/M (devis signé, bon de commande, facture émise ou payée).
- Respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance de la notice relative à l'opération et notamment aux points de contrôle, règles de versement des aides et sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales. Pour des personnes morales, la société ou l'ensemble des associés exploitants doivent être à jour.
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères d'éligibilité et de sélection de mon (notre) projet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :**

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.
- Respecter les critères de sélection valant engagement et ayant permis à mon (notre) projet d'être sélectionné.
- Pour les JA en cours d'installation au moment de la demande de subvention, à fournir le Certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA) au moment de la première demande de paiement.
- Pour les nouveaux installés qui s'installent sans terre agricole au dépôt du dossier (installation progressive), à fournir l'attestation MSA au plus tard au moment de la première demande de paiement.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

Fait à _____ le _____
Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.


<b>CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION : SIGNATURE DU SERVICE INSTRUCTEUR VALIDANT L'INSTRUCTION</b>
Fait à : _____ le _____
Nom, prénom et signature du représentant :

## **ANNEXE 1 – LISTE DES ORIENTATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (OTEX)**

Le choix du rattachement de l'exploitation à un OTEX est faite sur la base du chiffre d'affaires (C.A) de la ou des production(s) concernée(s) qui dépasse 2/3 du total du C.A. de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).

<b>Libellé</b>	<b>Code</b>
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Riz	1320
Légumes frais de plein champ	1430
Tabac	1441
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	1660
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Viticulture d'appellation	37
Autre viticulture	38
Arboriculture	39-1
Oléiculture	39-2
Autres fruits en cultures pérennes	39-3
Polyculture	60
Bovins lait	41
Bovins viande naisseur	42-1
Bovins viande engraisseur	42-2
Veaux de boucherie	42-4
Bovins lait et viande	43
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4410-2
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)	45
Truies reproductrices	5011
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021
Poulets de chair	50-2
Palmipèdes foie gras	50-3
Autres palmipèdes	50-4
Autres volailles	50-5
Lapins	50-6
Abeilles	8231
Autres animaux	46
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Polyélevage orientation granivore	72
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Exploitations non classées	90

**ANNEXE 2 – ENGAGEMENT DANS UNE DEMARCHE DE CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE :**

REGION NOUVELLE-AQUITAINE		
 <b>RÉGION Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>ENGAGEMENT</b> dans une démarche de <b>CERTIFICATION</b> <b>ENVIRONNEMENTALE</b> (niveau 2, dont AREA, et niveau 3 « Haute Valeur Environnementale »)	

1. ☐ Je m'engage dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 sur l'ensemble de mon exploitation :
- ☐ Certification AREA.
  - ☐ Autre certification reconnue par la Commission Nationale de Certification Environnementale (CNCE).
    - Précisez laquelle : \_\_\_\_\_
2. ☐ Je m'engage dans une démarche de certification environnementale de niveau 3 - HVE – Haute Valeur Environnementale
- ☐ Certification AREA-HVE
  - ☐ Autre certification reconnue par la Commission Nationale de Certification Environnementale (CNCE).
    - Précisez laquelle : \_\_\_\_\_
3. ☐ J'ai bien pris connaissance du cahier des charges de cette certification et des modalités et délais pour être certifié.
4. ☐ J'ai bien pris connaissance que le document prouvant la certification (certificat) devra être fourni au plus tard au moment de la demande de paiement du solde de ma demande d'aide au titre du Plan Végétal Environnement.
5. J'ai bien pris connaissance qu'**en cas d'absence de certification, le solde de l'aide au titre du Plan Végétal Environnement ne sera pas versé**, et les éventuels acomptes qui auraient été versés devront être remboursés.

Nom de l'exploitation :		Nom(s) et Signature(s) de l'exploitant, du gérant en cas de forme sociétaire ou tous les associés en cas de GAEC :	
-------------------------	--	--	--